

Tunisie: Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne sur le référendum constitutionnel

L'Union européenne prend note des résultats provisoires du référendum constitutionnel qui s'est tenu en Tunisie le 25 juillet et qui a été marqué par une faible participation. Un large consensus parmi les différentes forces politiques, y compris les partis politiques et la société civile, est essentiel pour la réussite d'un processus qui préserve les acquis démocratiques et nécessaire pour toutes les réformes politiques et économiques importantes qu'entreprendra la Tunisie. La légitimité et la durabilité de ces réformes en dépendra.

La préparation et les modalités de déroulement des élections législatives annoncées pour décembre devront ainsi être l'occasion de favoriser un véritable échange dans le cadre d'un dialogue national inclusif. Ainsi que l'ont rappelé à plusieurs reprises l'Union européenne et la Commission de Venise, ce dialogue constituera une condition importante pour fixer un cadre législatif assurant la légitimité et la représentativité du futur Parlement. L'élection du parlement formera la pierre angulaire du retour du pays à un fonctionnement régulier des institutions, dans le plein respect des principes démocratiques, en particulier la séparation des pouvoirs, la consolidation de l'Etat de droit, le pluralisme ainsi que le respect des droits humains et des libertés fondamentales. A cet égard, la liberté d'expression, la liberté de la presse, la liberté de manifestation ainsi que les autres libertés fondamentales sont des valeurs essentielles des Etats démocratiques, auxquelles l'Union européenne tient tout particulièrement et qui doivent être préservées.

L'Union européenne continuera à suivre de près les développements et restera aux côtés du peuple tunisien et à l'écoute de ses besoins en ce moment crucial pour le pays. Elle réaffirme sa disponibilité et sa volonté à apporter son soutien politique pour mener à bien une transition démocratique. L'Union européenne continuera également de soutenir le peuple tunisien pour répondre aux défis socio-économiques et financiers majeurs auxquels la Tunisie est confrontée, qui ont été aggravés par l'impact de l'agression russe contre l'Ukraine sur la sécurité alimentaire et énergétique, et qui nécessitent des réformes structurelles urgentes.